

# Rapport d'activité de la FSU33

## LE CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL

Notre mandat départemental se termine avec l'arrivée à Matignon du gouvernement Barnier et la désignation de ministres réactionnaires, homophobes, complotistes, racistes... Qui aurait prédit que M. Barnier serait premier ministre tant son parti, les LR, a subi défaites et déconvenues lors des derniers scrutins électoraux ? Mais c'était sans compter sur Jupiter aux abois qui a dissout l'Assemblée Nationale en juin 2024 après que son parti ait perdu les élections européennes au profit du RN. Cette défaite attendue est le résultat d'un deuxième quinquennat, à l'image du premier, déconnecté des réalités des Français.es et de leurs préoccupations quotidiennes. Ce second restera celui des passages en force et des dénis de démocratie. En imposant la réforme des retraites à coup de 49.3, en installant Barnier à Matignon, E. Macron s'est comporté en autocrate au service des puissants.es. En refusant de nommer Lucie Castets à Matignon au titre du Nouveau Front Populaire, arrivé en tête des élections, E. Macron a satisfait le MEDEF donc les tenants du libéralisme refusant de constater comme première mesure actée par un gouvernement NFP l'abrogation de la loi « retraites »

Malheureusement, cette période électorale aura surtout permis au Rassemblement National de devenir le premier parti politique de France. Surfant sur le sentiment de déclassement d'une partie de la population, le racisme, l'homophobie, l'antisémitisme, le RN s'est promu comme la solution miracle aux problèmes des Français.es et comme le rempart aux dégâts du capitalisme. Mais il profite aussi de la grande peur du chaos annoncé en cas de victoire d'un programme de rupture à gauche car, en France comme ailleurs, l'extrême droite est un recours possible pour les très riches et les gardiens de l'ordre capitaliste et de la bourgeoisie.

- Les réformes de démantèlement des services publics ont perduré pendant cette période : fermetures des services d'urgence et de lits dans les services de médecine et de chirurgie à l'hôpital public accentuant la dégradation des conditions de travail des équipes soignantes et pénalisant les patients.es en termes d'accès aux soins dans des modalités acceptables. Le secteur hospitalier n'est pas le seul concerné par l'austérité. B. Le Maire, 7 ans ministre de l'économie, l'a entretenue et accentuée. En rognant le budget de l'état de 10 milliards en mars 2024 mais aussi en annonçant une autre ponction de 20 milliards en 2025, Le Maire poursuit le démantèlement des services publics et chaque ministère est engagé à faire des économies. Le gouvernement Barnier est désormais chargé de mettre en œuvre un plan d'austérité qui fait peser sur les services publics et la sécurité sociale la réduction de la dette publique creusée entre autres par les cadeaux offerts aux entreprises.

- La question des mobilisations inscrites dans un temps long se pose tant en Interpro que dans nos champs professionnels. Celle du nouvel outil syndical posé lors du dernier congrès fédéral de Metz aussi ! Si nous travaillons de concert avec les sections départementales CGT et Solidaires, il convient de débattre de cette question lors de notre congrès départemental car des échéances de travail commun arrivent et il est important que nous débattions de cela collectivement.

## LES ACTIONS INTERPROFESSIONNELLES AINSI QUE DANS NOS CHAMPS PROFESSIONNELS EN GIRONDE

- Dès le début du mouvement social contre la **réforme des retraites**, voulue par le gouvernement Borne, la FSU33 a investi le cadre unitaire à huit et avec les organisations de jeunesse en privilégiant les mots d'ordre unitaires.

« 64 ans c'est NON » a été le slogan de ralliement dans les cortèges bordelais mais aussi dans tous ceux qui ont fleuri dans l'ensemble du département. Syndiqué.es et non syndiqué.es se sont retrouvés.es autour du camion de la FSU, la sphère devenant le point de ralliement et les Rosies girondines l'emblème pour monter les conséquences d'une telle réforme qui frappe injustement évidemment toutes et tous les salarié.es, mais les femmes et les précaires en premier lieu.

La FSU33 a été de toutes les initiatives essentielles pour tisser du collectif et montrer qu'il est possible de construire ensemble des projets alternatifs au service des citoyennes et des citoyens : formations fédérales des militant.es, réunions syndicales, assemblées générales locales et départementales, réactivations ou créations de collectifs locaux pour construire les actions au plus près des collègues et de l'opinion publique, tractages en intersyndicale tous les samedis pour préparer les journées de grèves et de manifestations, réunions publiques pour déconstruire cette énième réforme des retraites et convaincre que d'autres solutions pour reconquérir ce droit à partir à 60 ans et le financer sont possibles, participations aux actions plus « médiatiques » associées aux journées de grève, interpellation des élu.es, organisation de mouvements festifs pour renforcer la solidarité quand la bataille s'est durcie...

Ce mouvement de grève, porté par une intersyndicale unie a entraîné l'adhésion massive de la population et fait en sorte que l'abrogation de cette réforme soit toujours d'actualité au parlement. Le passage en force de la réforme a renforcé le déni de démocratie qui pèse dans les mobilisations à construire : la question de la stratégie syndicale est au cœur de nos réflexions pour construire un mouvement d'ampleur à même de gagner

Il y a un enjeu fort à ne pas laisser les idées d'extrême droite récupérer la souffrance au travail et le sentiment d'abandon social. D'autant que le gouvernement poursuit sa casse du travail avec la mise en place de France Travail pour pouvoir afficher des taux de chômage approchant le fameux 5 % : le SNU Pôle Emploi a largement dénoncé cet outil dont l'objectif est de garantir une main-d'œuvre qui, sous pression des devoirs à remplir et d'un système de sanctions renforcé, acceptera des emplois mal payés,

mal considérés, mal valorisés.

### **Dans le champ de l'éducation la FSU33 s'est mobilisé pour s'opposer à l'organisation du tri social des élèves et la casse du service public d'éducation**

La FSU33 a participé et relayé les mobilisations du Snuep-FSU pour s'opposer à la réforme de la voie professionnelle qui va renforcer considérablement **les inégalités sociales en pénalisant les élèves les plus fragiles et des classes populaires qui constituent la majorité des effectifs des LP, au risque de les réduire à un statut de jeunes travailleurs**. Cette réforme a pour objectif de mettre la formation professionnelle des jeunes au service des métiers en tension et de l'emploi au niveau local. Nous avons organisé une rencontre entre les camarades du Snuep-FSU et du SNU Pôle Emploi pour mieux suivre cette situation.

La FSU33 a accompagné les personnels de l'Éducation nationale qui se sont très majoritairement mobilisés pour dénoncer les mesures d'Attal estampillées « **choc des savoirs** », dangereux outil de tri social des élèves pour dessiner les contours d'un modèle d'École passéiste et conservateur, détériorer encore plus les métiers et empêcher de mettre leur expertise professionnelle au service de toutes et tous les élèves. Elle a construit les mobilisations, grâce à la réactivité de ses syndicats nationaux, et en intersyndicale a œuvré à la réussite des journées de grève nationales : réunions syndicales, assemblées générales, participations aux actions locales en s'appuyant sur les collectifs locaux. Nous avons établi de nombreux contacts avec les parents pour rendre plus audibles nos revendications en coordonnant des opérations ZAD « Zone d'éducation à défendre » ou « collègues morts » et organisé des manifestations le samedi avec les parents et le soutien d'élus.es.

La FSU33 s'est adressée aux signataires locaux de l'appel : "Halte à la casse de l'école, une riposte collective s'impose" pour faire entendre faire entendre, ensemble, que nous sommes porteurs, porteuses d'un projet alternatif. Nous avons été à l'initiative d'un meeting départemental avec Sud éducation, la FCPE, la FIDL, l'OCCE, les associations pédagogiques, des chercheurs de l'Inspe et professeurs en science de l'éducation afin de faire connaître cet appel.

Nous avons activement mené la campagne « Anti Pacte », qui nous impose de travailler davantage, et piétine notre conception du métier.

### **LE RAPPORT AUX POLITIQUES : combattre les idées d'extrême droite et convaincre qu'un projet politique, social et environnemental alternatif peut réenchanter nos vies**

Au mois de juin 2024, la FSU 33 a joué tout son rôle afin de construire et entretenir une dynamique sociale pour défendre le programme du Nouveau Front Populaire avec d'autres organisations syndicales, les organisations de jeunes lycéennes et universitaires ainsi que le mouvement associatif. Nous étions fières d'avoir mené campagne pour contribuer à battre l'extrême droite empêchant que son programme raciste et antisocial se mette en œuvre. Dès la rentrée de septembre, dans un contexte politique difficile qui n'augurait pas dans l'immédiat des jours meilleurs, la FSU33 a souhaité montrer que l'engagement militant pouvait aussi être porteur d'espoir en amplifiant la stratégie qu'elle avait initiée pendant la campagne des législatives en s'appuyant sur *l'appel de la LDH contre l'extrême-droite* pendant la campagne des élections européennes et continuer à convaincre que sur le terrain d'autres choix politiques, de société, environnementaux sont possibles. Pour y parvenir, nous menons campagne avec détermination et sur la durée en fédérant les forces progressistes syndicales (FSU, CGT, Solidaires, organisations de jeunesse) et de la société civile (la LDH, SOS Racisme, l'AG Féministe, le Planning familial, Resf et l'inter-association migrant.es, Attac33, GreenPeace,...), en organisant des diffusions de tracts, des conférences de presse et une rencontre des députés du NFP dans le cadre de la bataille contre « le budget Barnier », en préparant des initiatives sur les territoires du département contre l'ancrage électoral et territorial du RN.

### **LES MOBILISATIONS POUR LES DROITS DES PEUPLES ET LIBERTÉS PUBLIQUES**

- Bien avant le 7 octobre 2023 et l'attaque du Hamas, la FSU 33 avec le CNPJDP (Collectif National pour la Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens) et l'UJFP (l'Union Juive Française pour la Paix) a manifesté pour dénoncer la colonisation meurtrière en Palestine et réclamer la libération de Georges Ibrahim Abdallah emprisonné à vie actuellement dans la prison de Lannemezan. Le collectif se mobilise depuis le 7 octobre par des manifestations, rassemblements, distributions de tracts, campagne de boycott de Carrefour et d'autres entreprises ayant des intérêts avec Israël. En juin 2023, il a demandé l'interdiction pour un pays en guerre, Israël, de participer au JO comme le prévoit le règlement du comité olympique. La FSU 33 apporte également son soutien au collectif « Éducation Avec Gaza ».

- La FSU 33 a été aux côtés des camarades victimes de répression syndicale en participant aux manifestations de soutien aux deux camarades de la CGT Mines-Energie lors de leur deux procès. Accusés de coupures d'électricité sauvages au moment des grève « retraites », la justice les a relaxés mais leur direction a fait appel.



**11<sup>e</sup> CONGRÈS NATIONAL**  
**RENNES 3-7 FÉVRIER 2025**

## LES COMBATS POUR LES DROITS HUMAINS FONDAMENTAUX ET L'ÉGALITÉ DES DROITS AINSI QUE LES LUTTES CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET LES VIOLENCES

### - La FSU 33 résolument féministe !

La FSU est présente dans les mobilisations féministes rendues nécessaires par l'actualité et en soutien aux victimes de violences sexuelles et sexistes. Elle en est, soit à l'initiative avec l'AG Féministe (rassemblement pour soutenir les victimes d'agressions sexuelles dans l'affaire Depardieu par exemple), soit en appui des mobilisations initiées par les associations féministes comme dans l'affaire du procès des viols de Mazan dernièrement.

La FSU a eu le souci de maintenir l'arc le plus unitaire possible dans l'organisation et dans la participation aux mobilisations des 28 septembre (journée internationale de lutte pour le droit à l'avortement) et 25 novembre (journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes) et le 8 mars (journée internationale pour les droits des femmes).

La mobilisation contre la réforme des retraites, injuste et sexiste a enclenché un engagement plus large des organisations syndicales locales aux principales organisations féministes. Le 8 mars 2023 a été un moment important dans notre département où intersyndicale et associations féministes locales ont manifesté ensemble La CFDT est maintenant partie prenante des initiatives locales jusqu'alors initiées CGT-FSU-Solidaires-UNSA. Dans ces mobilisations intersyndicales, notre cortège était particulièrement dynamique grâce à l'animation des Rosies de la FSU qui n'ont eu de cesse de dénoncer l'impact de la réforme des retraites sur les femmes et montrer qu'elles en sont les grandes perdantes. Cette façon de mobiliser dans les manifestations, d'une manière fédératrice, joyeuse et déterminée, a rendu le cortège de la FSU33 très populaire.

La FSU33 est particulièrement impliquée dans l'AG féministe qui regroupe des individus, collectifs, associations, organisations et syndicats qui souhaitent échanger et se mobiliser pour lutter contre les violences patriarcales et pour les droits des femmes et des minorités de genre. La FSU33 a joué également un rôle essentiel de coordination entre l'AG et l'intersyndicale.

La FSU33 alertée par la hausse des situations de harcèlement à l'école, et au regard d'une actualité faite de violences homophobes et transphobes à tous les niveaux de la société s'est mobilisée contre la transphobie, comme par exemple, le 17 mai 2024 place des droits « humains » à Bordeaux.

Le rôle du service public de l'Éducation est central pour la prévention des violences sexistes et sexuelles pour aller vers une société égalitaire et déconstruire les stéréotypes qui objectivent les corps des femmes et des filles. La FSU 33 a été à l'initiative de plusieurs stages à ce sujet qui ont rassemblés des enseignant.es,

des AESH, des psychologues et des infirmières scolaires, des CPE, des assistantes sociales, des conseillères pôle emploi. La FSU 33 a mis en place un groupe de travail qui regroupe une trentaine de collègues pour aider à l'application aux programmes Éducation à la Vie Affective Relationnelle et Sexuelles dans nos classes et organiser des stages à l'attention de tous nos collègues.

Dans notre département, comme dans beaucoup d'autres, des groupes réactionnaires se mobilisent activement pour faire peur aux parents et font pressions pour que cet enseignement ne se mette pas en place. Nous allons devoir réagir activement.

### - Dénoncer et combattre le racisme, les discriminations et les actes de violences inqualifiables, c'est dans l'ADN de la FSU !

La FSU 33 a organisé un rassemblement en soutien aux victimes du drame d'ARRAS dans le cadre de l'intersyndicale « éducation » en Gironde le 16 oct 23.

Elle est toujours aux côtés des collègues, des élèves et des parents pour condamner les actes racistes et violents dans les écoles et les établissements scolaires. En Gironde, comme ailleurs, nous traquons et dénonçons les initiatives nauséabondes des « parents vigilants » avec l'appui également de la FCPE 33.

Elle a apporté son soutien aux collègues du lycée Jean Monnet de Libourne face à des menaces de mort répétées extrêmement violentes et racistes à l'encontre d'une enseignante et d'une partie des élèves du lycée. Elle a impulsé des rencontres avec la CGT Educ'action, Sud Éducation, le SgenCFDT, la FCPE, la Fidl, SOS Racisme, le Resf et la LDH pour élaborer un tract à l'attention des collègues, élèves et parents pour alerter sur la diffusion des idées d'extrême droite

Contre la Loi Immigration de Darmanin, la FSU 33 a été à l'initiative d'un collectif regroupant une cinquantaine d'associations pour organiser les manifestations (6, 14, 21 janvier 2024 + 3 février 2024). La FSU33 a dénoncé fermement cette loi qui est une attaque brutale sur les droits des étrangers. Elle introduit en effet des éléments de préférence nationale, empruntés directement au programme du Rassemblement National, destinés à compliquer l'accès aux droits sociaux aux personnes étrangères. En outre, avec la fin de l'acquisition automatique de la nationalité pour les enfants nés sur le territoire, elle remet en cause le droit du sol. Nous avons organisé une formation militante avec le collectif « Nos services publics » qui avait fait un rapport à ce sujet.

La FSU33 est partie prenante du Resf et a soutenu les actions des collectifs de parents pour faire cesser le scandale des élèves sans domicile. À Bordeaux, comme beaucoup d'écoles en France, c'est une réalité : un enfant sur 6 n'a pas de logement ! Le mercredi 20 novembre, elle a participé à l'action de la chorale citoyenne qui a chanté « un hymne à un toit » sur les marches du Grand Théâtre.



## LA VIE FÉDÉRALE GIRONDINE :

- La FSU 33 a essayé de **faire vivre les instances fédérales départementales** avec l'ensemble de ses syndicats nationaux, le travail en interne étant essentiel. En effet, nous avons eu le souci de réunir régulièrement les bureaux fédéraux et notre CDFD girondin car ce sont les échanges et les débats qui permettent de construire ensemble des plans d'actions : par exemple au moment où l'administration a tenté d'imposer le Pacte dans l'Éducation nationale ou pour asseoir la FSU dans l'Interpro (retraites, salaires, ...).

- Nous sommes également soucieuses et soucieux d'être en adéquation avec l'actualité sociale et politique en proposant des **stages de formation syndicale** aux syndiqué.es comme au nos syndiqué.es. Nos stages offrent un espace de parole libre, des moments de débats et d'échanges, la possibilité d'élaborer des alternatives face aux tentatives de formatage institutionnel, du temps de réflexion sur d'autres projets pour nos métiers comme pour le service public et un moyen pour construire des stratégies collectives face à la dégradation de nos conditions de travail. Ils nous permettent aussi de faire vivre la vie syndicale et de montrer l'importance de se syndiquer. Le dernier en date avec Frédéric Grimaux (membre de l'Institut de recherche de la FSU et chercheur à l'université d'Aix Marseille) et Margaux Aldebert (SGdu collectif « nos Services Publics ») sur « Perte de sens : qu'est-ce qui entrave nos métiers ? » a rassemblé une centaine de collègues de l'Éducation Nationale et de France Travail. Injonctions descendantes, standardisation du travail, caporalisation de la chaîne hiérarchique, multiplication des protocoles, surveillance de l'exécution des tâches, rétrécissement du temps de concertation, salaire au rendement... Dans l'ensemble

des services publics, tout est là pour contraindre notre travail, restreindre les espaces d'élaboration collectif et se faisant aboutir à la perte de sens, décrite par de nombreux collègues. Face à de tels assauts contre nos professions, nous avons pu confronter cela avec notre vécu et échanger sur les moyens de résister à une politique destructrice pour refonder un service public digne de ce nom, porteur des valeurs d'émancipation et de solidarité. Le 19 décembre, nous proposons de rassembler tout.es les militant.es du CDFD et avec des responsabilités dans les syndicats de la FSU et de terrain autour de Vincent Tiberj pour qu'il puisse nous exposer le fruit de ses recherches sur la droitisation française. Nous pensons qu'il est très important que nous nous emparions de cette problématique d'un point de vue syndical. C'est pourquoi une des trois co-secrétaires de la FSU 33 participe à la formation de formateur.ices « lutter contre l'extrême droite » organisée entre la FSU et la CGT dans le cadre d'un travail commun entre nos deux organisations syndicales.

- C'est bien en dénonçant sans relâche cette grave crise politique, économique, sociale et environnementale que la FSU 33 a joué son rôle. Mais nous devons aussi être force de propositions communes à nos métiers et nous devons les faire évoluer pour construire le monde de demain plus juste, plus social et plus écologique face aux enjeux d'aujourd'hui.

Le travail fédéral mené par la FSU33, avec ses syndicats nationaux, s'attache bien à conforter l'action syndicale comme un élément majeur du progrès et de transformation sociale. Elle cherche à redonner confiance aux collègues dans l'action collective au quotidien sur les lieux de travail et dans les luttes sur tous les fronts.

Pour conclure, l'ancrage départemental et sur les lieux de travail aux côtés des collègues, l'engagement dans toutes les batailles avec les autres organisations syndicales et les associations féministes, antiracistes, écologistes, économiquement et socialement alternatives, la volonté de faire vivre les instances fédérales, la préoccupation de défendre le droit à la formation syndicale prouvent le dynamisme de la FSU 33 qui compte sur un plan de relance de la syndicalisation pour continuer à militer en ce sens avec des nouvelles et nouveaux camarades déterminé.es, combatives et combattifs.



**19- 21 février 2025 :**

- santé au travail : (les conséquences des pesticides sur la santé des professionnels)
- les fractures aux États-Unis
- le territoire vu par les jeunes cinéastes français.es.

